

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 19/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS**

ZI Croix Meyssant  
42600 Savigneux

Références : 20240719\_UID4243\_EAR\_24\_289\_RAP  
Code AIOT : 0006103496

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS implanté 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 SAVIGNEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est tenue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, et visait principalement au récolement des travaux de mise en conformité des installations pour la maîtrise du risque accidentel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS
- 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 SAVIGNEUX
- Code AIOT : 0006103496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site fabrique des peintures poudre à partir de résines, colorants, pigments, par mélange, extrusion et broyage. Il assure par ailleurs le recyclage des fines de peinture récupérées chez ses clients.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Plans d'urgence
- REACH
- Risque incendie
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.1.3	Sans objet
2	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.1.3	Sans objet
3	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.2	Sans objet
4	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.2	Sans objet
5	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.3	Sans objet
6	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.6	Sans objet
9	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.7	Sans objet
10	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.9	Sans objet
11	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en conformité des installations de l'usine a été respectée, et faite dans les délais imposés par l'arrêt préfectoral qui réglemente le site. L'inspection attend la transmission des justificatifs de mise en conformité des installations de protections contre la foudre, et du plan de défense incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Emploi de colorants et pigments - Les bâtiments abritant les installations d'emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m <sup>2</sup> ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m <sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.  En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Les DENFC installés respectent les 2 % de la surface géométrique des bâtiments. Des cantons de moins de 1600 m <sup>2</sup> ont été réalisés pour les locaux de superficie supérieure (bâtiment 107 notamment)  Leur ouverture est à la fois automatique par fusible et manuelle par boîtiers permettant leur réarmement. Des cartouches de rechange sont disponibles dans les boîtiers, placés sous scellés par le vérificateur lors du contrôle des installations. Si l'ouverture manuelle est pratiquée par action interne au site, un scellé de couleur différente permet de refermer le boîtier utilisé  Les boîtiers ont été rapprochés des issues à disposition des secours.  L'exploitant a fourni le PV de réception des travaux de réalisation des exutoires de fumées et cantonnements
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Néant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Transformation de polymères - Les bâtiments abritant les installations de transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.) sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement. La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre. Ces cantons sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.
<b>Constats :</b>  Voir constat n°1  Les écrans de cantonnement respectent la hauteur minimale réglementaire de 1 mètre entre le point de fabrication le plus haut, et le point le plus bas de l'écran de cantonnement.  Selon le PV de conformité fourni par l'industriel, les désenfumages respectent la norme NF EN 12101-2, relative aux systèmes de contrôle des fumées et de la chaleur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêt d'urgence Des boutons d'arrêt d'urgence, permettant de couper le courant en cas de nécessité et en dehors des heures de travail, seront mis en place pour chaque installation, bâtiment ou groupe de bâtiments.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence des arrêts d'urgence dans tous les TGBT (sauf transformateur EDF) : Les arrêts d'urgence 1, 2 et 3 sont reliés au Poste EDF Ouest Et les arrêts d'urgence 4 et 5, au poste EDF Est  Pour ce qui est des arrêts d'urgence gaz, le principal est sur le raccordement de l'usine en bordure de rocade. Et sur chaque chaudières du site, on en dénombre trois.  La vanne de gaz situé sur la zone ex-Clecim a été supprimée, la canalisation ayant été démantelée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations font l'objet des contrôles réglementaires dont contrôle par thermographie infrarouge pour les équipements et réseaux le nécessitant. Vérifications périodiques Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par une personne compétente. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous leurs organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité. Les vérifications périodiques de ces matériels devront être inscrites sur un registre.  La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des installations électriques date de 2023, il a été effectué par le bureau vérifas, et a donné lieu à délivrance du Q18.

N°	Statut	Référence	DTI	Zone	Localisation	Action à l'origine	Commentaire	Date de réalisation	Date de clôture	Remarque
1	P	NG/201223/092015/0		LOCALS TECHNIQUES OUEST EXTERIEUR	POSTE DE TRANSFORMATION OUEST	S'assurer que la clé 01 du disjoncteur général OUEST 1 n'est pas compatible avec le néman 01 de la cellule OUEST 1 et inversement. Les néman des cellules OUEST 1 et OUEST 2 s'appellent 01 ce qui peut prêter à confusion. Non testé faute d'autorisation de coupure des installations concernées.		18/12/2023		1
2	P	NG/201223/083817/0		LOCALS TECHNIQUES OUEST EXTERIEUR	POSTE DE TRANSFORMATION OUEST	Modifier les consignes de manœuvre erronées. - Consigne OUEST 2: Il est mentionné une clé C1 sur la cellule OUEST 2 alors que celle-ci n'existe pas.		18/12/2023		1
3	P	NG/201223/095254/0		LOCALS TECHNIQUE SUD	POSTE DE TRANSFORMATION SUD	Identifier la clé permettant l'ouverture du rail de condamnation des tête HT du transformateur (Aucun numéro sur la clé qui est solidarisé avec la clé prisonnière sur la cellule; Numéro noté sur rail de condamnation: 1244621).		18/12/2023		1
4		CC/061115/152221/0	OUI	GT1	Déscheuse	S'assurer que le capteur passage sac est IP6X et alimenté par une source d'alimentation de sécurité intrinsèque.	ATEX	06/11/2015	21/03/2024	1
5	P	EM/241111/131913/0		GT1	Ensemble des installations	Compléter la mise à jour des schémas électriques et faire apparaître sur chacun d'entre-eux le régime de neutre ainsi que le courant de court-circuit maximal susceptible de se produire en tête de l'armoire concernée.		10/10/2011		3
6	P	EM/270912/151403/0		GT1	Extrudeuses	Extrudeuses EX11, EX12 et EX23 (NUP) : assurer la coupure du neutre au niveau de l'interrupteur générale de l'armoire de commande, vu le schéma de liaison à la terre TNS, et placer des écrans de protection sur les bornes de répartition des conducteurs neutre.		17/09/2012		2
7	P	EM/240912/153819/0	OUI	GT1	Machines	Mettre au propre les câblages internes et l'identification des circuits, principalement sur les extrudeuses et les broyeurs. Renforcer au besoin l'étanchéité des armoires électriques.		17/09/2012		3
8	P	CC/061115/131440/0	OUI	GT1	Plateforme extrusion	Remplacer les cellules sans marquage par du matériel certifié.	ATEX	06/11/2015		2
9	P	EM/091013/130312/1		LOCAL COMPRESSEUR - BAT 112 A 626	Sécheur d'air ATLAS COPCO F0285	Respecter un passage minimale de 1 mètre entre la face avant de l'armoire électrique et le nouveau sécheur d'air Atlas Copco (puissance de 100KVA, voir tableau 781A de la NFC15-100).		07/10/2013		2
10	P	NG/221222/120138/0		DOME DE STOCKAGE 103	Grand dôme CÔTE NÉS (Charge batterie)	Réaliser la continuité de la liaison au conducteur de protection (valeur maximale de 2 ohms) de la carcasse du bloc filtre ROBUSCHI.		16/12/2022		3
11	P	NG/181223/115252/0		DOME DE STOCKAGE 103	Grand dôme CÔTE NÉS (Charge batterie)	Placer les bornes à l'intérieur d'une boîte de dérivation (Ancien éclairage).		18/12/2023		1
12	P	NG/161222/141737/0		DOME DE STOCKAGE 103	ZONE DE CHARGE DE BATTERIES MOBILES	Réaliser les aménagements nécessaires de façon à ce que les chargeurs concernés soient à plus de 50 cm des batteries, à modifier pour les chargeurs de marque HAWKER numéros 1 à 5.		02/11/2015		2
13	P	NG/191223/083042/0		HALL CONDITIONNEMENT BAT112 A614	Zone broyage GT	Reposer le capot de protection sur une prise de courant située dans le poteau devant le broyeur BR026.		18/12/2023		1
14	P	NG/191223/083158/0		HALL CONDITIONNEMENT BAT112 A614	Zone broyage GT	Reposer le capot de protection sur la prise de courant située sur le poteau devant la machine BR022.		18/12/2023		1
15	P	NG/200919/101052/0		HALL CONDITIONNEMENT BAT112 A614	Zone broyage GT	Reposer le capot de protection sur une prise de courant près de la porte d'accès au NUP (Sous l'horloge).		16/09/2019		1
16	P	NG/191223/091924/0		HALL CONDITIONNEMENT BAT112 A614	LIGNE DE CONDITIONNEMENT N°8	Fixer la prise de courant sur la ligne de conditionnement N°8.		18/12/2023		1

L'exploitant a présenté son outil de gestion des non-conformités pour les systèmes électriques, présenté dans le tableau ci-dessus. Deux agents du service maintenance sont en charges de traiter le rapport du bureau de contrôle, et d'en assurer le suivi.

Tableur pour suivi des non-conformités

1 - contrôles à réaliser

2 - programmation

3 - planification de l'intervention

4 - collecte des recommandations

5 - renseignement du registre de sécurité

...

Alerte du responsable de l'action par courriel

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Risques accidentels

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) devront être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

**Constats :**

Différentiels mise à la terre : très peu de remarques du contrôleur (accompagné lors du contrôle) et réparation immédiate pour levée des non-conformités.

91						
92	Pou actions ce dessous >> voir Alex qui a peut être des photos suite contrôle veritas					
93	AT	ATELIER BAT107 A108	ELECA107	ATELIER BAT107 A108 - ARMOIRE BROUAGE 1 - Remplacer la prise de courant qui à son cache de détérioré en façade de l'armoire.		
94	AT	LOCAUX TECHNIQUE SUD	ELECA108	LOCAUX TECHNIQUE SUD - TGBT SUD 1 : Q07A - Régler le relais thermique à 210A et le seuil de la protection contre les courts-circuits à 1575A, conformément à la note de calculs et de manière à respecter la contrainte thermique du câble.		
95	AT	LOCAUX TECHNIQUE SUD	ELECA108	LOCAUX TECHNIQUE SUD - TGBT SUD 1 : Q12B - Régler le relais thermique à 180A comme prévu par la note de calcul.		
96	AT	LOCAUX TECHNIQUE SUD	ELECA108	LOCAUX TECHNIQUE SUD - TGBT SUD 1 : Q14C - Régler le seuil de la protection contre les courts-circuits à 1000A, conformément à la note de calculs et de manière à respecter la contrainte thermique du câble.		
97	AT	HALL BAT 117 A1012	ELECA117	HALL BAT 117 A1012 - TABLEAU GENERALE BASSE TENSION RECEPTION - Réaliser un dépoussiérage dans l'armoire électrique		
98	AT	ATELIER BONDING	ELECA103-2	ATELIER BONDING - MACHINE TRM 700, GP 1 - Mettre en place la vis manquante du boîtier métallique qui est sur la trémie.		
99	AT	ZONE CONDITIONNEMENT	ELECA112	ZONE CONDITIONNEMENT - ARMOIRE FERMEUSE 1 (CE) - Mettre en place le schéma électrique (non vue).		
100	AT	ATELIER BAT107 A106	ELECA107	ATELIER BAT107 A106 - Armoire AE BM08 COM - Remettre au propre le câblage qui est confus.		
101	AT	ATELIER BAT107 A108	ELECA107	ATELIER BAT107 A108 - BROUEUR BM07 - Reposer le capot de protection sur une prise de courant située contre le poteau près de l'arrêt d'urgence AU20.		
102						
Voir constat des non-conformités. Pour les modalités de suivi, et de levée des non-conformités, cf. constat n°4.						
Type de suites proposées : Sans suite						

## N° 6 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>d'un système développé de détection incendie avec alarmes sonores et visuelles et report d'alarme en salle de contrôle ou en salle de crise si elle existe</p> <p>de 4 poteaux d'incendie de type normalisé (60 m3/h unitairement avec prise de 100 ou 150 mm) répartis autour du site, avec une distance maximale de 150 mètres par voie praticable entre deux appareils, Si ces poteaux ne sont pas dans l'emprise de l'établissement, l'accès au site sera possible à proximité immédiate</p> <p>d'une bache à eau de 500 m3 avec aires de stationnement pompiers et des raccords adaptés ces ressources permettent ainsi d'obtenir le débit minimum requis de 300 m3 /h pendant 2 heures, avec a minima un tiers de ce débit surpressé,</p> <p>Le premier point d'eau (PEI) est situé à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement,</p> <p>d'un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) maintenu en état de fonctionnement, avec for-</p>



mation des opérateurs au maniement des RIA. Ce réseau est étendu à toutes les zones de stockage de matières et produits. Les RIA sont disposés à proximité des issues de secours et en différents points des zones de stockage. Chaque lance permet d'atteindre un sinistre dans deux directions opposées. Le réseau de RIA est alimenté via une cuve associée à deux pompes. Les pompes sont alimentées via un réseau électrique indépendant du réseau général du site.

d'extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces derniers,

d'un système d'alarme interne,

d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,

de réserves de produit absorbant incombustible en quantités adaptées aux risques, sans être inférieures à 100 litres, et des moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Ces réserves de produit absorbant seront stockées dans des endroits visibles et facilement accessibles et munies d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant pourra être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.

Tous ces matériels devront être maintenus en bon état. Leur vérification prévue à l'article 6.6.5.1 se fera au moins une fois par an.

#### **Constats :**

Pour la sécurité incendie au niveau de l'usine AXALTA, des contrôles des détecteurs incendies sont réalisés tous les 6 mois. Ces contrôles permettent de vérifier le bon fonctionnement du système de sécurité incendie. Le dernier contrôle a permis d'identifier deux anomalies sur deux déclencheurs manuels, qui sont en cours de remplacement.

Pour le système de sécurité incendie, le responsable de la sécurité de l'usine M. GUILLOT réalise la visite avec un contrôleur, et opère directement les réparations nécessaires.

Les portes coupe-feu sont désormais asservies à l'alarme incendie par l'intermédiaire du SSI.

Les désenfumages ont été contrôlé en avril 2024.

Les extincteurs font l'objet du contrôle annuel réglementaire, et sont à changer à leur dixième anniversaire. Une vérification mensuelle est effectuée en interne, pour remplacement immédiat des extincteurs périmés.

Les mesures de débit des hydrants ont été faites après échange avec la mairie et SDIS, et permettent de satisfaire au besoin en eaux d'extinction moyennant l'apport supplémentaire d'une bache à eaux, équipée pour recevoir le raccordement pompier.

Le réseau de RIA passé sous eau en été, en hiver sous eau glycolé pour être hors-gel. L'eau glycolé est vidangée lors du passage en eau d'été, et mise en réserve pour l'hiver suivant.

Des exercices d'évacuation sont réalisés chaque semestre pour les équipes de jour et les équipes de nuit. Les retours d'expériences de ces exercices sont par exemple les suivants :

- L'alarme incendie du bâtiment 109 A n'a pas fonctionné (sirène et flash)
- Le temps d'évacuation nécessaire est de 2 minutes 30 secondes.

<p>Le site dispose d'équipiers de 1ère intervention formés par une société extérieure ; tout le personnel est formé sur 3 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation niveau 2 pour les administratifs (manipulation des extincteurs)</li> <li>- Formation niveau 1 pour les opérateurs (manipulation des RIA)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Organisation des secours - Plan de défense incendie L'exploitant élaborera un plan de défense contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations.</p> <p>Dans ce cadre, il établira, avec si besoin le concours du Service Départemental d'Incendie et de Secours, un plan de secours, destiné à définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas de sinistre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Ce plan de secours sera mis à jour au moins tous les trois ans. Il prévoira notamment qu'une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction puisse être sur les lieux du sinistre dans un délai maximum de trente minutes.</p> <p>Un exercice de défense incendie permettant de tester le plan de secours sera effectué au moins tous les deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie est en cours de révision avec le concours du SDIS, pour prendre en compte les évolutions du site. Ce dernier ne dispose pas de plan ETARE.</p> <p>Le plan de défense incendie comporte des fiches réflexes ; pour sa mise en œuvre en cas de sinistre, une astreinte comportant 6 personnes et une astreinte cadre sont mobilisables le week-end.</p> <p>En cas d'accident, un reporting est assuré au groupe AXALTA dans les 15 minutes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre sous 3 mois le plan de défense incendie mis à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle sera réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications seront décrites dans une notice de vérification et de maintenance et seront réalisées conformément à la norme en vigueur.  Les agressions de la foudre sur le site seront enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés sera réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci sera réalisée dans un délai maximum d'un mois.  L'exploitant tiendra en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre mentionne 5 réserves, qui doivent être levées prioritairement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre sous 3 mois les justificatifs de mise en conformité des installations de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention EEI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rétention des eaux d'extinction d'incendie Le volume global à retenir (pluie d'occurrence trentennale et eaux d'extinction d'un éventuel incendie) est calculé à 4 100 m <sup>3</sup> . Ce volume sera assuré par les ouvrages en place (réseau ovoïde notamment sous réserve de mise en place d'un dispositif d'obturation dudit réseau) et par construction d'un bassin dûment dimensionné.

<p>Le bassin sera entièrement imperméabilisé à l'aide d'une géomembrane</p> <p>La régulation du débit de fuite du bassin sera assurée par un orifice d'évacuation situé en fond de bassin au niveau de l'ouvrage de sortie pour réguler le débit de 32 l/s (sur la base de 5 l/s/ha). Une vannemanuelle sera créée au niveau de l'orifice d'ajutage ø110 pour pouvoir condamner le bassin en cas de pollution ou d'incendie. Elle sera aisément manœuvrable depuis l'ouvrage de sortie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un bassin de rétention imperméable a été créé, il recueille 100 % des eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction incendie. Il est obturable par vanne actionnable par clé manuelle (clé car-ré pompier).</p> <p>Le plan de défense incendie mentionne la localisation du bassin, de la vanne, et de la clé.</p> <p>Un escalier a été installé dans le bassin, pour permettre à la faune qui vient s'abreuver dans le bas-sin, de retrouver la terre ferme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Risques accidentels

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits et étiquetage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Connaissance des produits, étiquetage L'exploitant disposera des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des sub-stances et préparations dangereuses avant leur réception dans l'établissement.</p> <p>Les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail permettront de satisfaire à cette obligation. Ces documents seront facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages porteront en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assure une veille sur les produits chimiques pour substituer les substances interdites. Sur 300 matières premières présentes sur le site, 8 sont CMR. La matière la plus dangereuse est l'aluminium pulvérulent. Parmi les produits finis, des peintures à base de zinc comportent la men-tion de danger H4xx. Les stocks sont surveillés de manière à ne pas atteindre les seuils seveso par application de la règle de cumul sur les substances dangereuses pour l'environnement. (voir calcul du cumul ci-dessous)</p>

Date-Time refreshed

7/11/2024 10:38

Week

28

H4xx: Environmental hazards

stock overview

MAT_STATUS	STOCK_LOCATION	CHRONIC_CATEGORY_1	CHRONIC_CATEGORY_2	ALLOWANCE	
ACTUAL STOCK FINISHED PRODUCTS	AAPA	-	-	CAT 1	CAT 2
ACTUAL STOCK RAW MATERIALS	AAPA	2,700	1,222	100,000	200,000
		2,700	1,222	2.7%	0.6%

MAT_STATUS	STOCK_LOCATION	CHRONIC_CATEGORY_1	CHRONIC_CATEGORY_2	ALLOWANCE	
ACTUAL STOCK FINISHED PRODUCTS	AAPQ	13,833	7,400	CAT 1	CAT 2
ACTUAL STOCK RAW MATERIALS	AAPQ	7,615	11,477	100,000	200,000
		21,448	18,877	21.4%	9.4%

MAT_STATUS	STOCK_LOCATION	CHRONIC_CATEGORY_1	CHRONIC_CATEGORY_2	ALLOWANCE	
ACTUAL STOCK FINISHED PRODUCTS	AAPV	-	340	CAT 1	CAT 2
ACTUAL STOCK RAW MATERIALS	AAPV	958	1,088	100,000	200,000
Total		958	1,428	1.0%	0.7%

MAT_STATUS	STOCK_LOCATION	CHRONIC_CATEGORY_1	CHRONIC_CATEGORY_2	ALLOWANCE	
ACTUAL STOCK FINISHED PRODUCTS	WR24	-	1,800	CAT 1	CAT 2
ACTUAL STOCK RAW MATERIALS	WR24	4,692	433	100,000	200,000
		4,692	2,233	4.7%	1.1%

Total (CAT1 + CAT2)

3%

31%

38%

2%

6%

Legend

<80%

81-99%

>100%

Category	H-Code	Hazard Statements	Hazard Class	UN Class	Pictogram
Category 1	H400	Very toxic to aquatic life	Hazardous to the aquatic environment, acute hazard	Class 9	
Category 1	H410	Very toxic to aquatic life with long lasting effects	Hazardous to the aquatic environment, long-term hazard	Class 9	
Category 2	H411	Toxic to aquatic life with long lasting effects	Hazardous to the aquatic environment, long-term hazard	Class 9	

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 6.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stocks
Prescription contrôlée :  Registre entrées/sorties L'exploitant devra tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel sera annexé un plan général des stockages. Cet état sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles sera limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats :  L'usine AXALTA ne possède pas de registre entrée/sortie. Mais l'exploitant peut disposer par extraction du progiciel de gestion intégré (SAP) d'un état instantané des stocks. Cette extraction se fait par zone de stockage, et peut être réalisée hors-site. L'usine réalise un inventaire tournant sur les produits finis et les matières premières afin de vérifier la concordance avec les chiffres fournis par le logiciel SAP. En juin dernier, un inventaire a été réalisé et 100 % des emplacements étaient justes.
Type de suites proposées : Sans suite